**PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
VILLE DE BERESFORD**

ARRÊTÉ NO. 25-08-2018

UN ARRÊTÉ MODIFIANT L'ARRÊTÉ DE ZONAGE NUMÉRO 25-2010

Le conseil de la ville de Beresford, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi sur l'urbanisme*, L.R. N.-B, c C-12, adopte ce qui suit :

Poules urbaines et Ruchers

Article 1. Le paragraphe 1(10) de l'arrêté 25-2010 est amendé en abrogeant la définition de «Animal familier» et en la remplaçant par ce qui suit :

«**Animal familier**» désigne tout animal de compagnie pouvant être hébergé dans une habitation, un enclos extérieur ou dans un bâtiment accessoire. Les animaux familiers comprennent les chiens, les chats, les petits oiseaux, les petits rongeurs et autres animaux du même genre vendus dans une animalerie. Sans vouloir limiter la portée générale de ce qui précède et afin d'éviter toute ambiguïté, les animaux familiers ne comprennent pas les animaux à fourrure (ex. : vison, renard), les bovidés (ex. : bœuf, mouton, chèvre), les camélidés (ex. : lama), les cervidés (ex. : chevreuil), les équidés (ex. : cheval, âne), les suidés (ex. : porc, sanglier), les léporidés (ex. : lapin, lièvre), les struthionidés (ex. : autruche) et les gallinacés (ex. : dindon, oie, poule). Malgré ce qui précède, les poules pondeuses et les ruchers sont permis en conformité avec les dispositions prévues à l'article 40.

Article 2. L'article 40 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Article 40: Animal familier

- (1) Sauf dans le cas d'un usage agricole opéré en vertu des dispositions contenues dans le présent arrêté et sous réserve du paragraphe (2), aucun terrain, aucun bâtiment ni aucune construction ne peuvent être utilisés pour la garde de tout animal autre qu'un animal familier.
- (2) Malgré le paragraphe (1), il est permis de garder un maximum de 6 poules pondeuses sur tout terrain occupé par une habitation à logement unique ou à deux logements, une mini-maison ou une maison mobile sous réserve des conditions suivantes :
 - (a) Les poules doivent être gardées en tout temps à l'intérieur d'un poulailler urbain et d'une basse-cour clôturée attenante. Il est interdit de laisser les poules en liberté sur la propriété;
 - (b) Le poulailler urbain ne doit pas avoir :

- (i) une aire d'occupation au sol supérieure à 2,25 mètres carrés, et
 - (ii) une hauteur supérieure à 3,65 mètres;
 - (c) La basse-cour doit être directement attenante au poulailler urbain et doit être entourée d'un grillage à poule d'une hauteur maximale de 1,5 mètres. L'aire ainsi délimitée ne doit pas être supérieure à 5 mètres carrés;
 - (d) La vente d'œufs, de fumier, de viande ou de tout autre produit dérivé de cette activité est interdite;
 - (e) Le volume total de fumier gardé sur la propriété ne doit pas excéder 50 litres en tout temps
 - (f) Le poulailler urbain et la basse-cour attenante doivent être aménagés et entretenus en harmonie avec le caractère résidentiel du voisinage et ne doivent pas devenir une source de nuisance visuelle, sonore ou olfactive pour les résidents du voisinage.
- (3) Aucun poulailler urbain ni aucune basse-cour attenante ne peuvent être édifiés, mis en place, replacés, modifiés ou remplacés de telle sorte qu'ils se trouvent:
- (a) dans la cour avant de tout bâtiment principal,
 - (b) à moins de 1,5 mètre de toute limite latéral et arrière du terrain, et
 - (c) à moins de 7,5 mètres de toute habitation autre que celle desservie.
- (4) Les ruchers sont permis dans toutes les zones sous réserve des termes et conditions suivantes :
- (a) aucun rucher ne peut être édifié, mis en place, replacé, modifié ou remplacé :
 - (i) à moins de 20 mètres de toute limite de terrain, et
 - (ii) sur un terrain ayant une superficie inférieure à 1 acre;
 - (b) tout rucher doit être monté sur une plate-forme ou mirador d'une hauteur minimum de 1 mètre;
 - (c) tout rucher doit être entouré d'une clôture;
 - (d) aucun rucher ne peut contenir plus de 12 ruches; et
 - (e) tout rucher doit être opéré en conformité avec la *Loi sur l'inspection des ruchers*, L.R.N.-B., c. 111.

Étang artificiel – 666 rue de la Baie

Article 3. Conformément aux dispositions prévues à l'article 42, un étang artificiel est permis d'être aménagé sur la propriété située au 666 rue de la Baie et portant le numéro d'identification NID 20861670. Cet aménagement doit se conformer aux termes et conditions de la résolution et de l'entente placées à l'Annexe B du présent arrêté et adoptées en vertu des dispositions de l'article 59 de la *Loi sur l'urbanisme*.

Véhicules récréatifs sur le cordon littoral

Article 4. Le paragraphe 69.1 (1) de l'arrêté 25-2010 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

69.1 Usages Permis

- (1) Aucun terrain, aucun bâtiment ni aucune construction situés dans une zone CL-1 ne peuvent être aménagés et affectés autrement qu'aux fins:
 - (a) d'un seul des usages principaux suivants:
 - (i) un chalet comprenant un maximum d'une unité de logement,
 - (ii) une maison mobile,
 - (iii) une mini-maison,
 - (iv) un maximum de 2 emplacements pour véhicules récréatifs si la superficie totale du terrain est inférieure à 4000 mètres carrés, ou
un maximum de 3 emplacements pour véhicules récréatifs si la superficie totale du terrain est égale ou supérieure à 4000 mètres carrés,
 - (v) un parc public, ou
 - (vi) une infrastructure municipale;
 - (b) d'un seul des usages secondaires suivants,
 - (i) si l'usage principal est un chalet, une maison mobile ou une mini-maison,
un maximum de 1 emplacement pour véhicule récréatif si la superficie totale du terrain est inférieure à 4000 mètres carrés, ou
un maximum de 2 emplacement pour véhicules récréatifs si la superficie totale du terrain est égale ou supérieure à 4000 carrés;

- (c) d'un maximum de deux bâtiments accessoires.
- (2) À partir du moment où un terrain visé à l'alinéa (1) (a) cesse d'être vacant et devient occupé par un bâtiment principal ou une construction principale, les dispositions prévues au paragraphe (1) (b) s'appliquent et les emplacements pour véhicules récréatifs en trop doivent être enlevés.

Divers

Article 5. Le paragraphe 43(6) de l'arrêté 25-2010 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

- (6) Tout propriétaire doit prendre les mesures appropriées en tout temps pour s'assurer qu'aucune clôture ne devienne inesthétique, délabrée ou dangereuse.

Article 6. L'alinéa 43 (7) (c) de l'arrêté 25-2010 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

- (c) conservée et réparée au besoin de manière à ne pas devenir inesthétique, délabrée ou dangereuse en relation avec le voisinage.

Article 7. Le paragraphe 1(10) de l'arrêté 25-2010 est amendé en abrogeant la définition de «Entreprise générale de construction» et en la remplaçant par ce qui suit :

« Entreprise générale de construction » désigne tout terrain, tout bâtiment ou toute construction utilisés, en totalité ou en partie, par un entrepreneur exécutant des travaux généraux de construction tombant uniquement sous la partie 9 du Code national du bâtiment. N'étant pas spécialisées dans aucun domaine en particulier, les entreprises générales de construction exécutent l'ensemble des travaux reliés à la construction de petits bâtiments dans les domaines suivants : charpenterie, menuiserie, maçonnerie, climatisation, ventilation, plomberie, peinture et recouvrement. Dans les zones industrielles de type 1- Zones IND-1, les entrepreneurs en excavation, en terrassement et en fondation sont également permis;

Article 8. Le paragraphe 1(10) de l'arrêté 25-2010 est amendé en insérant la définition qui suit entre les définitions de «Véhicule récréatif» et de «Vente de garage» :

«Vendeur de véhicules automobiles» désigne l'usage de tout terrain, de tout bâtiment ou de toute construction pour faire la vente de véhicules automobiles neufs ou usagés. Sont compris à titre de véhicule automobile, les voitures, les véhicules tout-terrain, les motoneiges, les motocyclettes et autres véhicules similaires. Un vendeur de véhicules automobiles peut également comprendre un atelier de réparation à titre d'usage secondaire.

Article 9. L'alinéa 18(5) (a), de même que les sous-alinéas 70.1(1) (a) (xi), 71.1 (a) (xii), 72.1(1) (a) (xii), 73.1 (1) (a) (x) et 75.1 (1) (a) (xv) sont amendés en remplaçant le mot «concessionnaire d'automobile» par le mot «vendeur de véhicules automobiles».

Article 10. L'alinéa 79.01 (1) (b) de l'arrêté 25-2010 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

- (b) dans le cas d'un terrain occupé par un bâtiment principal et ce peu importe si ce bâtiment principal est situé ou non à l'intérieur de la zone de superposition de type VR :
 - (i) un maximum de 1 emplacement pour véhicule récréatif si la superficie totale du terrain est inférieure à 4000 mètres carrés, ou
 - (ii) un maximum de 2 emplacements pour véhicules récréatifs si la superficie totale du terrain est égale ou supérieure à 4000 mètres carrés.

Article 11. Le présent arrêté entre en vigueur conformément à la Loi.

PREMIÈRE LECTURE (par les titres) :	_____	2018
DEUXIÈME LECTURE (intégrale)	_____	2018
TROISIÈME LECTURE (par les titres)	_____	2018
ADOPTION	_____	2018

Jean-Guy Grant, maire

Marc-André Godin, secrétaire municipal

ANNEXE B

RÉSOLUTION NO. _____

**RÉSOLUTION ET ENTENTE DU CONSEIL EN VERTU
DES DISPOSITIONS DE
L'ARTICLE 59 DE LA LOI SUR L'URBANISME**

Cette **RÉSOLUTION** est adoptée par le conseil en vue de conclure une **ENTENTE**

ENTRE

Jean Luc Roy, Sandra Louise Mcgaghey et Pierre André Roy., ayant leur lieu de résidence au 666 rue Baie dans la Ville de Beresford, Province du Nouveau-Brunswick, ci-après nommé les Propriétaires;

D'UNE PART;

ET

LA VILLE DE BERESFORD, une corporation en vertu des statuts et règlements de la Province du Nouveau-Brunswick, ci-après nommé la ville.

D'AUTRE PART

ATTENDU QUE la ville a reçu une demande des Propriétaires visant le rezonage de la propriété portant le numéro d'identification NID 20861670 située au 666 rue Baie;

ATTENDU QUE la demande de rezonage a été déposée par Luc Roy au nom des Propriétaires, de Maxime Roy et de Marc Olivier Roy;

ATTENDU QUE le but de ce rezonage vise à permettre l'aménagement d'un étang artificiel;

ATTENDU QUE l'article 42 de l'arrêté de zonage numéro 25-2010 stipule que l'aménagement de tout étang artificiel d'une profondeur supérieure à 50 cm ou d'une superficie supérieure à 10 mètres carrés doit être accepté par le conseil à la suite d'une procédure de rezonage;

ATTENDU QUE l'article 59(2) de la *Loi sur l'urbanisme* stipule que la présente entente, une fois conclue, ne prendra effet qu'après qu'une copie certifiée conforme de l'arrêté de zonage et une copie certifiée de l'entente seront déposées ensemble au bureau d'enregistrement.

IL EST PAR LA PRÉSENTE RÉSOLU CE QUI SUIT :

- a) L'étang artificiel devra être entouré par une clôture conforme aux dispositions prévues aux paragraphes 41(3), (4), (6), (7) et (8).

- b) L'étang artificiel ne peut avoir une dimension supérieure à 14 x 17 mètres, ni une profondeur supérieure à 2.15 mètres.
- c) L'étang artificiel et le terrain qui l'entoure doivent être aménagés en conformité avec les normes environnementales en vigueur édictées par la Province du Nouveau-Brunswick

Les termes et conditions ci-dessus lient les parties, ainsi que leurs héritiers, successeurs et ayant droits respectifs, le cas échéant.

Conformément aux dispositions du paragraphe 59(5) de la Loi sur l'urbanisme, lorsqu'un terrain, un bâtiment ou une construction auxquels s'applique un accord est aménagé ou utilisé en violation de l'accord ou lorsque le promoteur ne respecte pas un délai qui y est prescrit, le conseil peut annuler l'entente. En vertu du paragraphe 59(6) de la Loi sur l'urbanisme, lorsque le conseil annule une entente, le terrain auquel s'applique l'entente retrouve la classification de zone qu'il avait avant le rezonage lors du dépôt d'un avis d'annulation au bureau d'enregistrement.

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER _____

APPUYÉ PAR LE CONSEILLER _____

RÉSOLUTION ADOPTÉE LE : _____ 2018

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance du contenu de ce document et déclarent avoir signé.

Signé et scellé en présence de :

_____	_____	_____
Jean Guy Grant, maire	Témoïn	Date

_____	_____	_____
Marc-André Godin, Secrétaire municipal	Témoïn	Date

Sceau du village

_____	_____	_____
Luc Roy	Témoïn	Date

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER _____

APPUYÉ PAR LE CONSEILLER _____

RÉSOLUTION ADOPTÉE LE _____ 2018